CORREZE

CANTON
TULLE

COMMUNE
TULLE

Secrétariat Général

DL/SC

Liberté - Égalité - Fraternité

ARRÊTÉ DU MAIRE

Arrêté portant approbation du contrat n° 56-006283 souscrit avec REGIS LOC pour la location d'une nacelle VL articulée 14-16 M du 13 au 19 septembre 2025

Le Maire-adjoint,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Budget Communal,
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 11 avril 2023 donnant délégation au Maire et aux adjoints pour régler les affaires prévues aux articles L.2122.22 et L.2122.18 du Code Général des Collectivités Territoriales Délibération abrogeant et remplaçant la délibération n° 11 du 29 septembre 2020.
- Vu l'arrêté n°31 du 31 mars 2023 abrogeant et remplaçant l'arrêté n°68 du 27 juin 2022 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Jacques SPINDLER, Premier Adjoint,
- Considérant que la Ville de Tulle a sollicité la Société REGIS LOC pour la location d'une nacelle VL articulée 14-16 M du 13 au 19 septembre 2025 pour les besoins des Services Techniques,
- Considérant qu'il convient, à cette fin, de souscrire un contrat avec ladite société,
- Vu le contrat de location n° 56-006283 afférent,

ARRETE:

ARTICLE 1er : Approuve le contrat n° 56-006283 avec la Société REGIS LOC - RN89 - 19000 TULLE pour la location du 13 au 19 septembre 2025 d'une nacelle VL articulée 14-16 M de marque SCORPION 1490 - N° de série VWASXTF24K7229853 - N° immatriculation FN-980-NC - pour les besoins des Services Techniques de la collectivité.

Le montant total de cette location s'élève à 732,10 € HT soit 878,52 € TTC.

ARTICLE 2 : La dépense en résultant sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Ville, Compte : 613588 - Code : FONCTST/ELECTR

ARTICLE 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la Corrèze,
- Monsieur le Trésorier Principal de TULLE
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de TULLE,
- au cocontractant.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif qui peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site <u>www.telerecours.fr</u>.

Transmis au contrôle de Légalité le : 1 2 SEP. 2025

Daie et Hef. de l'accusé de réception : 1 2 SEP. 2025

AMS/ ____/20232025

TULLE, le 12 septembre 2025

e Maire-Adjoint,

Jacques SPINDLER



CONTRAT DE LOCATION N°56-006283

Établi par Herve Leroy

MAIRIE DE TULLE

10 RUE FELIX VIDALIN

19012 TULLE CEDEX

Rn89

19000 TULLE

Tél: 05 55 20 94 94

Email: agence.tulle@regisloc.fr

Contact / Tél:

Chantier: MAIRIE DE TULLE

10 RUE FELIX VIDALIN 19012 TULLE CEDEX

 Date
 N° Client
 N° Contrat
 N° Commande
 Fol

 12/09/2025
 48072
 56-006283
 FONCTST
 1/ 1

Type Tarif Tarif (+) MT HT € %R Qté Description Net Prix **Brut** Location du 13/09/2025 au 19/09/2025 640,00 J:5 Jour 128,00 128,00 **NACELLE TELES VL 14-16M** N° 35744 SCORPION 1490, N° Série VWASXTF24K7229853, N° Immat FN 980 NC Franchise 8 HR /Jour, 25.00€ / HR supp Compteur départ 2074 HR 89,60 Adhésion aux risques 10% sur prix de base par jour de mise à

Tarifs de Référence : Prix / J de 1 J à 5 : 128.00€ Prix / J de 6 J à 20 : 118.00€ Prix / J de 21 J à infini : 100.00€

- COMPTEUR KMS

disposition

N° CPKM35744 N° Série VWASXTF24K72298530.70€ / KM supp

Compteur départ 64000 KM

Adhésion aux risques 10% sur prix de base par jour de mise à disposition

- Pour votre sécurité nous vous rappelons que le port du harnais est obligatoire

- Permis obligatoire

- Gagner du temps avec notre service nettoyage (à partir de 50€ HT)

Comm.

Comm.

Comm.

Le complément carburant et le nettoyage eventuel sont à la charge du client.

Utilisation materiel: 8H et/ou 150 Km / jour (ou week-end). Tout dépassement entraînera un supplément de loyer.

Toute modification de commande doit être communiquée min 48H avant la location sous réserve de pénalités de transport. La date de fin de location détermine la reprise du matériel. Attention : En cas de modification de la durée de location, nous en informer rapidement. Vous acceptez les conditions générales de vente en annexe.

Veuillez signer et retourner le présent contrat pour acceptation

TOTAL HT
dont ECO PART.

732,10 € 2.50 €

0,00

Date 1 2 SEP, 2025

Nom et Signature MAIRIE DE TULLE

MONTANT TVA

146,42€

Règlement: Virement 30 jours fin de mois le 15

TOTAL TTC

878,52€

CONDITIONS GÉNÉRALES INTERPROFESSIONNELLES & PARTICULIERS

ARTICLE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1-1: Les conditions générales interprofessionnelles de location de matériel d'entreprise sans opérateur ont été élaborées par une commission spécialiseurs (FR, FINTP) et les professionnels de la location (DI 1-2: Pour avoir valeur contractuelle, les présentes conditions générales delivent être expersément memionnées dans le contract de location. Les parties contractuales et que l'entre de location particulières du contact de location particulières du contact de location. on (DLR

- Informations particulteres du contrat de location précisent au minimum :

 la définition du matériel loué et son identification,
 le lieu d'utilisation et la data du début de location,
 les conditions de transport,
 les conditions de transport,
 les conditions tarillaires,
 la durée prévisible de location,
 la durée prévisible de location,
 les conditions de mise à disposition.
 Les conditions particulitéres apparaissent en italique dans le présent texte.
 Le soure mat à la disposition du locataire un matériel conforme à la règlementation en vigueur.
 15 : Le location sirvigueur.
- 1-9 LE noses.

 1-5 : Le locataire
 1-5 : Le locatair

- conditions générales et particulières de location.
 1.7: Pour les formandes d'ouverture de compte et facturation fin de mois, le locataire doit fournir un extraît X BIS de moins de 3 mois et un Riß. Le loueur se réserve le dieit de demander une cardion (montant défini au tarif de location) par carté bancaire.
 1-8: Tout détenteur de matériel dépourvu d'un contrat de location d'unert destini et singée par le loueur peur êt être poursuir pour détoumement ou voi de

ARTICLE 2 - LIEU D'EMPLOI

2-1: SANS OBJET
2-2: L'accès au chantier sera autorisé au loueur ou à ses préposés, pendant la durée de la location. Ils doivent présablement se présenter sur responsable du chantier munis des équipements de protection individuelle nécessaires et respecter le règlement de chantier, ainsi que les consignes évourité. Ces préposés assurant ferurteine et la mainteanne du matériel, restent néammoins sous la dépendance et le responsabilité du loueur. 2-3: 1 le locataire procéde à loute démarches auprès des autorités compétentes pour obtenir les autorisations de faire circuler le matériel louie les des la considerations de la consideration de la

compétentes pour obtenir les autorisations de taire circuler le mais sur le chantier, et/ou le faire stationner sur la voie publique. 2-4 : Le locataire obtient au profit du loueur ou de ses préposés les autorisations nécessaires pour pénétrer sur le chantier.

ARTICLE 3 - MISE À DISPOSITION

La signature du contrat reste un préalable à la mise à disposition du matéric Lorsque cela est impossible, le locataire 4 engage à retourner clans la demi-journée le contrat adressée par le boueur, signé de sa main. La personne réceptionness le matériel sur le chantier ou le prenant pour le compte du locatier est présumée habilitée.

a-1: Le matériel

Le matériel

Le matériel, ses accessoires, et tout ce qui en permet un usage normal, sont
mis à disposition au locataire en bon état de masche.

Le locataire est en droit de refuser le matériel si le loueur ne fournit pas les
documents esdép par la réglementation ainsi que toutes les consignes
techniques nécessaires. techniques nécessaires. La prise de possession du matériel transfère la garde juridique du matériel au

locataire conformément à l'article 10-1. 3-2 : État du matériel lors de la mise à disposition A la demande de l'une ou l'autre des parties, un état contradictoire peut être

s auril. Si cet état contradictoire fait apparaître l'incapacité du matériel à rempl destination normale, ledit matériel est considéré comme non conforme

destration normale, reor, maisser es consorte comme hac-commande.

En l'absence du locataire lors de la livraison, ce demier doit faile état en de-loueur, dans la Y-journée suivant la livraison, de ses réserves écrites, des éventuels vices apparents et/ou des non-conformétés à la commande.

A délant de teller réserves, le matériel est de fait réprisé en parfair état de fondionnement et conforme aux besoins enins par le locataire.

3-3. Date de mise à disposition le contrat de location peut prévoir, au choix des parties, une date de livraison out d'enlèvement. La partie chargée d'effecture la livraison ou l'enlèvement doit avertir l'autre partie de sa venue avec un préavis raisonnable.

ARTICLE 4 - DURÉE DE LOCATION

4-1: La location part du jour de la mise à disposition au locataire du matériel loué et de ses accessoires dans les conditions définiées à l'article 3. Elle prend în le Jour oû le matériel loue et ess accessoires ont restinées au loueur dans les conditions définies à l'article 14. Ces dates sont fixées dans le contrat de

fin le Jour cui le matèrni l'oue et ses accessoires sont restriusés au soueur ansi-les conditions définies à l'article 14.C; ci date sont fidères dans le contrat de location.

4.2 La durée prévisible de la location, à partir d'une date initiale, peut être expérimée en toutre unhée de temps. Toute modification de cette durée doit lan Togliet d'un nouvel accord entre les parties.

4.3 : Dans le cas d'impossibilité de déterminer de manière précise la durée de bocation, cette dernière peur également être conclous sans terme précis. Dans ce cas, les présivis de restitution ou de reprise du matériel sont précisés à l'article 14.

Familier (4. 4-4 : Les incidents relatifs au matériel et susceptibles d'interrompre la durée de la location sont traités à l'article 9.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'UTILISATION

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'UTILISATION

5-1: Nature de Tutilisation

5-1: Nature de Tutilisation

5-1: Le locataire doit informer le loueur des conditions spécifiques d'utilisation du matériel loué afin que lui soient précisées les règles d'utilisation du securité précès est par la réglementation applicable que par le constructeur et/ou le loueur.

5-1-2: Le matériel doit être confié à un personnel diment qualifié et muni des canonisations requites. Le matériel doit être maintenu en bon état de marche et utilisé en respectant les régles d'utilisation et de sécurité visées au 5-1-1.

5-1-3: Le locataire s'intentid de sous-louer et/ou de prêter le matériel sans l'accord du loueur. Cependant, dans le cadre d'interventions liées ou secours, le loueur ne peut s'oppose à l'utilisation par d'autres entrépréses du matériel loué. Le locataire reste néammoins tenu aux obligations du contrat. En outre se matériels par d'utres entrépréss. Le loueur ne peut 3 y opposer mais le locataire reste néammoins tenu aux obligations du contrat. Le noutre des matériels pard durtes entrépréss. Le loueur ne peut 3 y opposer mais le locataire reste néammoins tenu aux obligations du contrat.

5-1-4: Toute utilisation, non conforme à la déclandion préabble du locataire ou à la destination normale du matériel loué, donne au loueur le droit de résilier le contact de locataire ne de la matériel loué peut être utilisé à discrétion, dans le respect des conditions particulières pendant une durée journalière intécrique de la beuters. Dute utilisation aux polisation aux plement de loyer à définir aux conditions particulières pendant une durée journalière.

5-3: Il est INTERDIT d'utiliser du carburant GNR (gazole non router – Produit détaze) pour les véhicules routiers appartenant au loueur.

ARTICLE 6 - TRANSPORTS

6-1; Le transport du matériel loué, à l'aller comme au retour, est effectué sous la responsabilité de celle des parties qui l'exécute ou le fait exécuter. 6-2 : La partie qui fait exécuter le transport exerce le recours éventuet contre le transporteur. Il appartent dons à cette partie de vériller que tous les risques, sussi bien les dommages causés au matériel que ceux occasionnés par celui-cis ont couverts par une assurance suffisante du transporteur et, à défaut, de prendre toutes mesures utiles pour assure le matériel loué. 6-3 : Le coût du transport du matérie loué es, à l'alle comme au retour, à la charge du locataire, sauf disposition contraire aux conditions particulières.

Dans l'hypothèse où le transport est effectué par un tiers, il appartient à celui qui l'a missionné de prouver qu'il l'a effectivement régié. Dans le cas contraire, les comptes entre le loueur et le locataire seront régiustés en conséquence. Els comptes entre le loueur et le locataire seront régiustés en conséquence. El l'arrispondité du chargement el/ou du déchargement el/ou du déchargement du matériel loue doit, si nécessaire, avoir une autorisation de conduite de son employeur pour ce matériel.

6-5 : Dans tous les cas, lorsqu'un sinistre est contaté à l'arrivée du matériel.

6-5 : Dans tous les cas, lorsqu'un sinistre est contaté à l'arrivée du matériel.

6-5 : Dans tous les cas, lorsqu'un sinistre est contaté à l'arrivée du matériel.

6-5 : Dans tous les cas, lorsqu'un sinistre est contaté à l'arrivée du matériel.

6-5 : Dans tous les cas, lorsqu'un sinistre est contaté à l'arrivée du matériel.

6-5 : Dans tous les cas, lorsqu'un sinistre est contaté à l'arrivée du matériel.

6-5 : Dans tous les cas, lorsqu'un sinistre est contaté à l'arrivée du matériel.

6-5 : Dans tous les cas, lorsqu'un sinistre est contaté à l'arrivée du matériel.

6-5 : Dans tous les cas, lorsqu'un sinistre est contaté à l'arrivée du matériel.

6-5 : Dans tous les cas, lorsqu'un sinistre est contaté à l'arrivée du matériel.

6-5 : Dans tous les cas, lorsqu'un sinistre est contaté à l'arrivée du matériel.

6-5 : Dans tous les cas, lorsqu'un sinistre est contaté à l'arrivée du matériel.

6-5 : Dans tous les cas, lorsqu'un sinistre est contaté à l'arrivée du matériel.

6-5 : Dans tous les deux jours, au loueur, tous les ORIGINAUX des pièces (appont de police, de gendamerie, constat d'huissier ...) qu'un ont te élable l'au restre recommandée.

6-5 : Dans tous les deux jours, au loueur, tous les ORIGINAUX des pièces (appont de police, de gendamerie, constat d'huissier ...) qu'un ont te récurs au débaute réconstant d'huissier ...) qu'un d'étaute réconstant d'huissier ...) qu'un terre recommandée.

6-5 : Dans tous les deux jours, au loueur,

ARTICLE 7 - INSTALLATION, MONTAGE, DÉMONTAGE

ARINCLE 7 - INSTALLATION, MONTAGE, DEMONTAGE

5'avèrent nécessaires) sont effectués sous la responsabilité de celui qui les
exécute, ou les fait exécuter.

Le locataire prendra toutes les mesures nécessaires pour que les règles de
sécurité légales ou édicitées par les constructeurs solent appliquées.

L'intervention du personnet la loureur sel limitée à sa seule compétence et ne
peut en aucun cas avoir pour effet de réduire la responsabilité du locataire,
notamment en maitire de sécurité Pour la mise en place et la pose des
constructions mobiles, le locataire est tenu de prévoir des cales et des ailes de
terrain aménagées, en particulier en ce qui concerne le drianage des eaux

Pour la sécurité des groupes électrogènes, le locataire est tenu

d'effectuer une mise à la terre du groupe,

de prévoir au départ de l'utilisation, un disjoncteur différentiel ou à
avertissement sonce et décenchement automatique, afin de respectur les
dispositions du Décret n° 62.1454 du 14 novembre 1962 aur la protection nets
vaivailleurs contre les courants étéctiques (voir secolor) na triche 23 4 40 du

travailleurs contre les courants électriques (voir section IV articles 29 à 40 du

dékret précité). Le branchement du malériel électrique (groupes électrogènes, compresseurs et les mises à la terre sont effectués par le client et sous sa responsabilité, y compris quand le moritage ou l'installation est confile aux soins du loueur. "2-2: Les conditions d'éxéctution (déla), prix.), somt foxées dans les conditions

27 Les conditions à execution (desai, proc...) soit loces dans les conditions articulières. -3 : L'installation, le montage et le démontage ne modifient pas la durée de location qui reste telle que définie à l'article 4.

fire and ARTICLE S - ENTRETIEN DID MATÉRIÉ!

B-1: Le locataire procède régulièrement à toutes les opérations courantes d'entretien, de nettroyage, de vérification et d'appoint (graissage, carburan huiles, antiège, lessoine et éta des premantiques, écc...) en utilisant les ingrédients préconités par le loueux Le locataire se charge du lavage quot parjes utilisation, du contrôté des circuits de fiftration et de la recharge des

patieries. 8-2 : Le loueur est tenu au remplacement des pièces d'usure dans le respect

8-2: Le loueur est rema au rempressante.

8-3: Le locataire réserve au loueur un temps suffisant, dans un endroit
accessible, pour permettre à calui-ci de procéder à ces opérations. Les date
et durées d'interventions sont arrêdées d'un commun accord. Sauf stipulatio
contraires mentionnées dans les conditions particulières, le temps nécessié
par retratrellen du matériel à la charge du loueur fait partie intégrante de la
durée de location telle que définie à l'article 4.

ARTICLE 9 - PANNES, RÉPARATIONS

2-1: Le locataire informe le loueur, par tout moyen écrit à sa convenance, en cas de panne immobilisant le matériel pendant la durée de la location. 9-2: Dèr que le loueur est informé, le contrat est suspendu pendant la durée de l'immobilisation du matériel en ce qui concerne son palement, mais reste en vigueur pour toutes les autres obligations, sauf dispositions prévues à l'article 10-19-3 l'ordenéis, les pannes d'une durée inférieure ou égale à deur heures ne modifient pas les conditions du contrat qui restent telles que définies à l'article 4. 9-4: Le locataire a la faculté de résilier immédiatement le contrat dét que le service par les des des l'articles de la débit if ma le grunde pusée qui suit service que suit de l'articles de la débit if ma le grunde pusée qui suit avaite l'article suit suit de l'articles de la débit if ma le grunde pusée qui suit de l'article s'entre que de l'articles de la débit if ma le grunde pusée qui suit l'articles que sont le l'articles de la débit if ma le grunde pusée qui suit de l'articles de l'articles de l'articles de l'articles que l'articles de l'articles que l'articles de l'art

matériel n'aura pas été remplacé dans le délai d'une journée ouvrée qui suit l'information donnée au loueur, sauf dispositions spécifiques aux conditions

Interimation domines au loucest, sau dispositionis speciniques aux Automations particulières. La résilitation att subordonnée à la restitution du matériel. 95: Autrum réparation ne peut être entreprise par le locataire, sans l'autorisation présibible écrite du loueur. 96: Les réparations en cas de cases ou d'usure anormale dues à une utilisation non conforme, un accident ou à une négligence sont à la charge du utilisation non conforme, un accident ou à une négligence sont à la charge du

ARTICI F 10 - OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS DES PARTIES

10-1: Le tocataire a la garde juridique du marériel loué pendant la durée de mise à disposition; il engage sa responsabilité de ce fait sous réserve des clauses concernant le transport. Le locataire est déchargé de la garde du matériel : - pendant la durée de la réparation lorsque celle-ci intervient à l'initiative du

loueur - en cas de vol, le jour du dépôt de plainte auprès des autorités compétentes Le locataire s'oblige à communiquer le dépôt de plainte au loueur. - en cas de perte, le jour de la déclaration faite par le locataire au loueur. Le locataire est responsable de fuillisation du matériel loué et de tout ce qui

- en cas to pette, le pour de la creatation laira per le nouvelle le loctative est responsable de l'allitation du matériel loué et de tout ce concerne la prise en comprier de la nature da soi et dui sous-soi, des régles réglissant le domaine public, des régles réglissant le domaine public, des régles réglissant le domaine public, le locataire dont prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité dans la sone d'installation et d'évolution du matériel il doit notamment avoir supprimé ou signalé tous les éléments pouvant créer installation et de son préposé pour active repagale en cas de faute de l'un d'et lou celle de son préposé pour active repagale en cas de faute de l'un d'et lou 2 elle de son préposé pour active repagale en cas de faute de l'un d'et l'or. 2 : le locataire ne peut :

- employer la matériel loué à un autre usage que cekir auquel il est nomalmente destiné.

ent destiné,

normalement destiné, -utiliser le matériel dans des conditions différentes de celles pour lesquelles la location a été faite; -enfriendre les les règles da séaurité fixées tant par la réglementation en vigueur que par le constructeur et/ou le louseur, -utiliser le matériel sur des chantiers soumis à obligation de décontamination

systématique desdits matériels.
10-3 : Le locataire ne peut être tenu pour responsable des conséquence dommageables des vices cachés du matériel loué ou de l'usure non apprendant le matériel impropre à l'usage auquel il est destiné.

ARTICLE 11 - DOMMAGES CAUSÉS AUX TIERS (ASSURANCE "RESPONSABILITÉ

CIVILET

Obligations du louteur:
Dorsque le madriel louis est un VTAM au sens de l'article L. 110-1 du Code de la route, le louiseur doit obligatoirement avoir souscrit un contrat d'assurance automobile conforme aux articles L. 211-1 est suivant su Code des assurances. Ce contrat couvre les dommages causés aux tiers par le matériel loué dès lors qu'il est impliqué dans un accident de la circulation. Le louveur doit remettre à le l'ete demande du locataire, une photocopie de son attestation d'assurance.

la l'ère demandre du localisme, un primer de prépare de la consequence de la compagne cocasionnés aux biens appartenant au locataire et à ses préposés restront octulus de la couverture en responsabilité civille de circulation garantie par le loueur.

Obligations du locataire:
Le locataire s'engage à déclaire au loueur, dans les 48 heures, par lettre au locataire compagne à déclaire au locataire.

Le locataire s'engage à déclarer au louveur, dans les 48 hautes, par l'ettre recommande avec acusé de réception, tout accident causé par le véhicule ou dans lequel le véhicule est impliqué, afin que le louveur puisse effectuer auprès de son assurreur, sa déclaration de sinistre dans les cina journé. Le locataire reste responsable des conséquences d'un retard ou d'une absense de déclaration. Il assurance responsabilité automobile souscrite par le louveur ne dispense pas le locataire de souscrire une assurance » Responsabilité de Entreprise», afin de garantin rotatment le sé ommanges causés aux tiers par les VTAM loués lorsqu'ils ne sont pas impliqués dans un accident de lo s'enclation.

circulation. 11-2 : Autres matériels : Le locataire et le loueur doivent être couverts, chacu pour sa responsabilité, par une assurance « Responsabilité Civile Entreprise » pour les dommages causés aux tiers par le matériel loué.

ARTICLE 12 - DOMMAGES AU MATÉRIEL LOUÉ (ASSURANCES "BRIS DE MACHINE, INCENDIE, VOL...")

12-1 : En cas de dommages, le loueur invite le locataire à procéder à un constat amiable et contradictoire, qui doit intervenir dans un délai de 5 jours

cours. À défaut, le locataire encourt la déchéance des garanties qu'il aurait souscrites - ARTICLE 13 - VÉRIFICATIONS RÉGLEMENTAIRES

A detaut, le localaire encourt le decreaure des galaines qui n'avais sociones au litire de Fartille 12-4 ci après.

3- Faire établir dans les 48 heures auprès des autorités de police, en cas d'accidet coprel, vol ou dégradation par vandalisme, une déclaration mentionnant les diconstances, date, heure et lieu ainsi que l'identification du

Marienne. 1- Prendre toutes les mesures utiles pour protéger les intérêts du loueur ou de

A- Prenore toutes les mesures unies pour proteçer les mieres du doct du de la compagnie d'assurances du loueur.

12-2 : Le locartaire peut couvrir sa responsabilité pour les dommages causés au matériel loué de trois manières différentes :

12-2-1 : En souscrivent une assurance couvrant le matériel pris en location.

12-2-1 : En souscirivant une assurance couvrant le matériel pris en location. Cette assurance peut îl en spécifique pour le matériel considéré ou annuelle et couvrir tous les matériels que le locataire prend en location. Elle doit être souscrite au plus land le jour de la mise à disposition du matériel locé et doit être maintenue pendant la durée du présent contrat de location. Elle clotaite doit informer le locaute de l'existence d'une telle couverture d'assurance. En début d'année ou au plus tard au moment de la mise à disposition du matériel le locataire doit adesser la literatain d'assurance correspondant au contrat souscrit, comportant notamment l'engagement pris par la compagniel d'assurance de verser indemnité entre les mains du loueu, les références du contrat qu'il a souscrit, le montant des garanties et des franchièses.

des fanchises.

Les éventuelles limites, exclusions et franchises d'indemnisation résultant du contrat d'assurance souscrit par le locataire sont inopposables au loueur au regard des engagements du contrat.

In cas de domange au matériel, le locataire et ses assureurs renoncert à tous recours contre le loueur et ses assureurs.

12-22: En acceptant, pour la couretture e Bris de machines », la renonciation à recours du loueur et de son assureur moyennant un coût supplémentaire.

Dans ce cas, le loueur dict discinement informer le locataire sur les limites exactes de l'engagement pris, notamment sur :

- les montants des garanties,
- les franchises,

- res excusions, les conditions de la renonciation à recours de l'assurance contre le locataire. Les conditions de la renonciation à recours du Loueur sont énoncées à l'article 12-4 ci-après.

Les conditions de la renonciation à recours du Loueur sont énoncées à l' 12-4 ci-après. 12-2-3 : En restant son propre assureur sous réserve de l'acceptation du

loueur.

A délaut d'acceptation du loueur, le locataire :

- soit, souscrit une assurance couvrant le matériel pris en location clans les conditions prévues à l'article 12-2.7.

- soit, accepte les conditions du loueur, prévues à l'article 12-2.2 & 12-4.

12-3 : Dans le cas où le locataire assure le matériel auprès d'une compagnie

12-3 : Dans le cas où le loctatire assure le matériel auprès d'une compagnie d'assurances ou sur se propres deniers, Le préjudice est évalué :
- pour le matériel réparable : suivant le montant des réparations.
- pour le matériel non réparable ou volé : à partir de la valeur à neuf, déduction faire d'un coefficient d'usure fisé à dire d'expert ou à défaut dans les conditions particulêtres.
- Indemnisation du louveur hors application de l'article 12-4.
- Indemnisation du louveur hors application de l'article 12-4.
- Indemnisation d'un artisfiel par le loctatire.
- L'indemnisation d'un matériel par le loctatire au bénéfice du lousur est exigible immédiatement, le localaire sera leuru d'exercer les recours contre sa

immédiatement, le localairs sers terus d'exercer les recours contre sa compagnie d'assurance a posteriori.
L'indemnéation est actuelle, qui ra base de la valeur de remplacement par u matériel neuf à la chte du sinistre (valeur catalogue), et après débuction d'un matériel neuf à la chte du sinistre (valeur catalogue), et après débuction d'un pourcentage de véutus de 10 Np. ara p plationné à 50%, Pour les matériels ayant moins d'un an, la débuction de véutus ét est de 0.83% par mois d'anciennet. Dans tous les cas, le locataire est redevable d'une indemnisatio forfatiatre minimum de 1 000 euros Hors taxes. L'indemnisation overée par le locataire éventraine en aucun cas la vente du matériel endommagé, qui reste la propriété exclusive du loueur. Le loueur est seu décédeur quand à faire procéder ou non à la réparation. 12-4 : Garantile bris de machines-vol Conformément à l'article 12-2-2, le loueur propose au locataire une renonclusion à recours dans les termes suivants :

renonciation à recours dans les termes suivants : 12-4-1 : Etendue de la garantie Sont couvert les dommages causés au matériel dans le cadre d'une utilisation

Est couvert le voi lorsque le locataire a pris les mesures élémentaires de protection (exemple: chaînes, antivols, caderas, sabot, timo démonté En dehors des heures d'utilisation du matériel, le garantie est acquise qu'ele matériel est fermé à die et sationné dans un endroit dos, et les cités et les pagiers ne sont pas bissés avec le matériel 24-4; Exclusions de la garantie de article 12-41. Sont exclus de la garantie vicé à l'article 12-41; et sinistres résultant de la circulation sur chamilier les olommages occasionnés au matériel et aux tiers suite à un mauvais attelage ou arrimage et les commages occasionnés au matériel et aux tiers suite à un mauvais attelage ou arrimage et les commages occasionnés au matériel et aux tiers suite à un mauvais attelage ou arrimage

- Les dommages oxessames se un artelage ou arminage (il su de me deligique caractérisée ou intentionnelle, au non respect des préconisations constructeur, - les dommages causés par du personnel non qualifié ou non autorisé, - les cresisons de pneumatiques, les parties démortables, batteries, vitres, feux, bôte à documents, étc.. - le vol lorsque le matériel est laissé sans surveillance ni protection,

es perie ou matériel,
- les désorches consécutifs à des actes de vandalisme
- les opérations de transport et celles attachées (grutage, remorquapatiremen);
- les frais engagés pour dégager le mandréal ngagés pour dégager le matériel endommagé (grutage, je, rapatriement...) même lorsque ces opérations sont effectuées p

remorquago, rapatriement...) même lorsque cos opérations sont effectuées je locueur à la demande du locatiaire, et de dommages au matériel en circulation ou transporté lorsque c'est la conséquence directe du non-respect des hauteurs sous pont et/ou du code la coatr.

Tous dommage aux iters lons de l'utilisation du matériel (ex: percement de canalisations détérioration de lignes...)
Le cas échémn les dispositions de Entrile 17-2 3 appliquent. En outre, le loueur se réserve la possibilité d'un recours à l'encontre du tiers responsable ou de sa compagné de savanneces.

12-4-3 : Tarification Les taux auctuellement en vigueur sont de 10 % du tarif de location, selon les matériels loués et selon que le locataire soit une entreprise ou un particulier (set saux sont fixés au lairf de location)

Ce taux s'applique pai jour de mise à disposition, week-end et jours fériés compris et ne prend pas en compre les remises éventuelles 12-44 : Quote-par tresant à la Carige du locataire : Matériel réparable : 15 % du montant des réparations avec un minimum de 1 000 aures hoct taries.

materiet réparable : 15 % du montant des réparalions avec un minimum de 1 000 euros hors taxes.

Matériel hors service ou voié : 15 % de la valeur de remplacement par un matériel neuf (Jouer catalogue) avec un minimum de 1 000 euros hors taxes. 12-4-5 : Limite maximum de garantie : 150 000 euros par sinistre. 12-5 : La guarantie dommage des véhicules (camions bennes, camions nacelles, forugons, autres): en tolligatoire pour toute location.

Elendue:

dommages matériels au véhicule, vol du véhicule fermé à clés.

- dominages materiers au viercuie,
- od vierciano: la garantie est tarifea au taux de 10 % du tarif de base du prix de
la location, par jour de mise à dissopation, week-end et jours fériés compris, et
ne prend pas en compte les temises éventuelles
(Quote-part à la change du locataire; Pour tout accident de la dirculation en
tots ou en torts partagés, ou sans tiers identifiés, la quote-part est de :
- 15% du montant des réparations ou de la valeur de remplacement par un
matériel neuf (si hors service) avec un minimum de 1 000 euros hons taxes
our les véhibuels su PIAC inférieur ou épal à 31 connes, ou un minimum de
1.525 euros hors taxes pour les véhicules su PIAC supérieur à 3.5 tonnes.
Pour les dommages causés au matériel lorsqu'il est en exploitation, la quotepart à la charge du locataire est déterminée selon les règles de l'article 12-4-4
chavant. En outre, la garantie ne courre pas:
- les dommages au matériel lorsqu'es et a lorsqu'es de hanteux sous pont et/où du code la route, la perte ou le vol des
effets personnées des préposés du locataire.
Nê : les coméquences du lorataire nonrespect des la routes qui lorataire sectent à la charge du locataire du nonrespect des la non-respect des dispositions du Code de la route
restent à la charge du locataire.

NB : les consequencés ou non-respect des dispositions ou votre de la route restent à la Charge du locataire. En cas de contravention, les frais de consignation que le loueur serait tenu de régler pour préserver ses droits seront relacturés pour leur montant au locataire en sus d'un forfait de 20 € HT par amende pour frais de traitement

12-6: Validité. Le locataire doit être à jour de ses obligations contractuelles pour bénéficier des garanties visées aux antides 12-4 et 12-5 et notamment de ses obligations déclaratives visées à l'article 21-7. A défaut, le lourser réserve la possibilité de refuser ou de résilier lesdites garanties en cours de

13-1 : Le locataire doit mettre le matériel loué à la disposition du loueur ou de toute personne désignée pour les besoins des vérifications

de toute personne désignée pour les besoins det vérifications réglementaires.

33-2: Au cas du une vérification réglementaire fenait ressortir l'inspéritude matériel, cette dernière les nomes conséquences qu'une immobilisation (cf. article 9).

13-3: Le coût des vérifications réglementaires reste à la charge du louveur.

33-4: Le temps nécessaire à l'exécution des vérifications réglementaires faires par les présentaires neuvernes des présentaires neuvernes des présentaires faires de la charge du louveur.

partie intégrante de la durée de la location dans la limite d'une dem

ARTICLE 14 - RESTITUTION DU MATÉRIEL

14-1: A l'expiration du contrat de location, quel qu'en soit le motif, éventuellement, protogé d'un commun accord, le locataire est tenu de rendre le matériel en bon état, compte tenu de l'user nomale intérient de la dutée de l'emploi, nettoyé et, le cas échéant, le plein de carbununt fait. A défaut, la formiture de carbunant est facturée au locataire, le matériel est restitus, qual record contraire des paries, au dépôt du foueur pendant les restitus, qual record contraire des paries, au dépôt du foueur pendant les la contrait de la contrait de la paries, au dépôt du foueur pendant les des la contrait de la contrait de la paries, au dépôt du foueur pendant les de la contrait de

restitui, surf accord contraire des parties, au dépôt du loueur pendant les heures d'ouverture de ca demire. 14-2: Losque le transpor redour du matériel est effectué par le loueur ou son prestataine, le loueur et le locataire conviennent par tout moyen éorit de la date et du lieu de reprise du matériel. La garde pindique est transférée au loueur au moment de la reprise, et au plus tand à l'issue d'un désir de 24 heures à compte de la date de reprise convenue. Pour toute demande faite le vendrect ou la veille de jour férie, le reprise du matériel s'effectue au plus tard le premier jour ouver suismant le locataire doit tent le matériel à si disposition du loueur dans un lieu accessible. 14-3: Le bon de retour ou de restitution, matérialisant la fin de la location est établi par le loueur. Il y est indiqué notamment : - le jour et Neuer de restitution.

le jour et l'heure de restitution - le jour et l'heure de restitution, - les résernes juydes nécessaires notamment sur l'état du matériel restitué. 14-4 : Les matériels et accessoires non restitués et non déclarés volés ou perdus sont facturés au locataire sur la base de la valeur à neuf, après expiration du délai de restitucion fixé dans la lettre de mise en demeure. expiration du délai de restitution fixé dans la lettre de mise en demeure. 14-5: Dans le cas où le matériel nécessite des remises en état consécutives à des dommages imputables au locataire, le loueur peut les facturer au localaire après constat contradictoire conformément à l'article 12.

ARTICLE 15 - PRIX DE LA LOCATION

15-1: Le prix du loyer est généralement foir par unité de temps à rappeler pour draque location, toute unité de temps commencée étant due dans la limite d'une journéelle malériel est loué pour une durée minimunt d'une journée. La durée de location hebdomadier est nomainement calculée ne jours ouvrés (du lundi au vendredi). Le locataire doit informer préalableme journée. La durée de location hebdomadare est nomalement cacules en journée. La durée de location hebdomadare est nomalement cacules en journe sourés dur la unida uvendreélle. Le locatier doit informer préabablement et par écrit le loueur pour une utilisation le samedi, dimanche ou jour léfié, sout pour les madries dont le sant éet indiqué en jour calendaire. Tout période commencée est due. Le contrat de location prend fin la veille pour tout matérier estruité dans l'entrept du loueur sams 18 H 00.Les staffs sont révisables annuellement sans préavis. 15-2: Les conditions particubles réplent les conséquences de l'annulation dure réservation de matériel, au plus tant 21 heures avant la date convenue de mise à disposition. A défaut, la location d'une journée sera facturée au locataire. 15-3: L'intervention éventuelle auprès du locataire de personnels techniques tel que monteur, est réglée par l'article ? 15-4: Dans le cacé en modification de la durée de location initialement prévue, les parties peuvent renégocier le prix de ladite location.

16-1: Les conditions de règlement sont prévues aux conditions particulières. Le non-paiement d'une seulé échânne entraîne, après mise en demeure, restée infunctueuse, la réfailation du contract conformément à l'article 19. Un acompte calculé sur la durée prévisionnelle de location pourra être demande au locataire, lors de la conclusion du centrat de

poura être demandé au locataire, lors de la conclusion du contrat de location.

16-2 : Rémalités de retard Joure lacture impayée à son échânce entraîne des péralités de retard dont le taux est fixé aux conflitions particulitéres et. à défaut, conformément à l'article L. 441-6 du code du commerce. En cas de non-paiement du loyer à l'échênace ou de non-accipitation ou de non-paiement du loyer à l'échênace ou de non-accipitation ou de non-paiement ai leurs échênaces des traites émises à cet effet ou de non-restitution du matriéria au teme convenu, la totalité des sommes duces par le locataire au loueur devient immédiatement exigible et toutes les conditions particulières consenties sont annulles de plein droit, même en cas de poursaite de l'activité. Le taux applicable aux pénalités de retard cet égal au taux d'imétré a papiqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentaige. Attre de clause pénalle, le locueur se réserve le circh d'ajuster aux pénalités de retard une indemnité de 15% avec un minimum de 50 € euros pour remise du dossier au contentieux, sans préjudice de tous autres frais judiciaires s'il y échet.

ARTICLE 17 - CLAUSES D'INTEMPÉRIES

En cas d'intempéries dûment constatées et provoquant une inutilisation de fait du matériel louis, le loyer est facturé à un taux réduit à négocier entre la parties. Soule une nodification par tréécopie eu par courniel avant 10 heures chaque jour d'intempéries, permet au locataire de se prévaloir du bénéfie de la présente clause. Une réduction de prio de 50% est alors applicaire de le premier jour sair pour les sabris de chanties, les groupes électrogènes sur siste, les matériels loués au mois, en longue durée ou en contra à durée déterminée Némennoirs le location conserve la guarde juridique du matériel conformément à l'article 10

Les conditions particulières déterminent les modalités de la garantie due par le locataire pour les obligations qu'il contracte. Les montant de garantis sont foxés au tarif de location et sont payables uniquement par virement espèce ou carte de paiement

ARTICLE 19 - RÉSILIATION

En cas d'inexécution de ses obligations par l'une des parties, l'autre partie est en droit de résilier le contrat de location sans préjudice des dommages-initréts quélle pourait réchemer. La résiliation prend effet après l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse. Le matériel est restitué dans les conditions de l'article 14. L'indivisibilité entre tous les contrats implique que la résolution de lun d'eux entraine de plein d'ont celle des autres. à la

discrétion du loueur

20-1 : Le locataire s'interdit de céder, donner en page ou en nantissement le

matériel loué.

20-2: Le locataire doit informer aussitôl le loueur si un tiers tente de faire valoir des droits sur le matériel loué, sous la forme d'une revendication, d'une opposition ou d'une salsile.

20-3: Le locataire ne peut enlever ou modifier ni les plaques de propriété apposées sur le matériel loué, ni les inscriptions portées par le loueur. Le locataire ne peut ajoutes aucune inscription ou marque sur le matériel loué sans autorisation du loueur.

ARTICLE 21 - PERTES D'EXPLOITATION

Par principe, les pertes d'explortation, directes et/ou indirectes, ne peuvent

ADTICLE 22 - DÉGLEMENT DES LITIGES

A délaut d'accord amiable entre les parties, tout différend est soumis au tribunal compétent qui peut avoir été désigné préalablement dans les conditions particulières. De convention expresse et sous réserve de la législation impérative en vigueur, les tribunaux de Rouen sont seul compétent pour connaître de tout flière relatif au présent contrat. FIN